

## Assises Européennes du long terme – 3<sup>ème</sup> édition

« Investissements de long terme : Investir pour la cohésion » - 26 Octobre 2017

---

**La reprise tant attendue est finalement là.** Les voyants passent au vert : les investissements reprennent et l'emploi repart dans de nombreux pays de l'Union européenne. Oubliées les interrogations sur une possible stagnation séculaire et sur le ralentissement de la productivité de nos économies occidentales. Sommes-nous sortis d'affaire ? Nombreux sont les économistes qui pointent les fragilités actuelles. La politique monétaire européenne devrait progressivement changer de pied au cours de l'année comme cela a été annoncé, cela ne sera pas chose aisée, il faut éviter une sortie trop brutale. Notre croissance reste abusivement dopée à la dette : en 2016, les dettes des acteurs non-financiers des économies du G20 représentent 220% du PIB, soit près de 40% de plus qu'en 2007 ! Quand les taux vont remonter, les crises financières vont se matérialiser, avec notamment, un risque potentiel de crise de dettes publiques en Europe. En sous-jacent, ce sont des risques géopolitiques globaux plus profonds qui couvent, sur fond de montée des inégalités et des réflexes protectionnistes voire nationalistes.

**2018 sera donc une année cruciale pour l'Europe** : au lendemain d'élections nationales importantes au sein de divers pays membres (Pays-Bas, France, Royaume-Uni, Allemagne, Autriche...), **l'Union européenne devra apporter, aux citoyens, des résultats probants de son efficacité** alors que se profilent des élections européennes de 2019. **2017 est en cela une année charnière.** L'accession à la Présidence de la République d'Emmanuel Macron en France ouvre la porte à des discussions revivifiées sur l'avenir de la zone euro, notamment via une relance du dialogue franco-allemand où réformes et politique de croissance et d'investissement devraient être conjointement discutées et surtout mises en œuvre. En parallèle, les négociations sur le Brexit, officiellement ouvertes depuis le 30 mars 2016, vont ouvrir des champs de discussion qui ne seront pas sans impact sur l'Union bancaire et l'Union des marchés de capitaux notamment.

La conférence du 26 octobre sera consacrée à un dialogue entre des représentants des institutions publiques, des acteurs économiques et des territoires pour partager les réflexions et examiner les conditions de succès **d'une véritable politique européenne d'investissement ayant pour objectif la cohésion de nos territoires.** Trois sujets seront successivement traités et articulés.

### 1. Contexte macro-économique : quel deal ?

Malgré des taux d'intérêt bas, un déficit d'investissement dans les infrastructures, la transition bas carbone, la transformation numérique, les compétences demeure. Le ratio investissement/PIB n'est pas revenu à son niveau d'avant la crise en ce qui concerne les investissements d'entreprises. De classiquement emprunteurs, les entreprises sont devenues épargnantes nettes. La question d'une meilleure orientation de l'épargne reste posée.

Si globalement les banques européennes sont plus saines aujourd'hui, reste que la solidité du système bancaire européen pose encore question et la mission de finaliser une véritable Union bancaire ainsi qu'une Union des marchés des capitaux demeure entière. Plus globalement, de quel système financier l'Europe a-t-elle besoin pour soutenir une reprise durable ?

Quel deal pour réformer l'Union Economique et Monétaire assurant réformes et relance de l'investissement ; croissance et soutenabilité de la dette publique ? Comment mieux articuler politique monétaire et politique économique coordonnée, incitations budgétaires (nationales et européennes) et stratégie industrielle (ou « de compétitivité ») nouvelle génération ? Quelle articulation entre renforcement souhaitable de la zone euro et besoin impérieux de maintenir une cohésion à 27 ?

## **2. Parole aux acteurs : A la croisée des enjeux portés par les territoires et les entreprises**

L'Europe doit tout faire pour engager les investissements de long terme dont nous avons tant besoin : investir dans les compétences, les soins, la transition bas carbone, les innovations industrielles, la transformation numérique. Il s'agit, au-delà des questions de développement économique de prendre en compte les enjeux de cohésion et de donner des perspectives partagées à tous les Européens.

Confrontations Europe se bat, avec ses partenaires, pour une stratégie industrielle européenne, par laquelle l'Europe doit affirmer son autonomie stratégique dans la mondialisation. Nous devons mutualiser les investissements de long terme dont nous avons besoin en Europe pour aider chaque pays à monter en compétitivité. Comment faire émerger des projets d'intérêt général européen ? Comment parvenir à des signaux prix favorisant les investissements ? Ces questionnements mettent en évidence l'absence de véritable politique européenne dans des domaines clés (énergie, numérique...) laissant s'accroître les divergences entre les États membres.

Chaque pays, chaque région doit pouvoir y trouver son compte. Les régions, les villes sont responsables de plus de la moitié de l'investissement public en Europe, en dépit de finances publiques locales contraintes. Comment replacer le territoire, la région et la ville au cœur des projets d'investissement et de la politique de cohésion économique et territoriale pour en faire des partenaires et facilitateurs d'investissement dans une approche plus ascendante face aux fortes divergences entre régions ? Pour ce faire, les obstacles territoriaux à lever en matière d'investissement demeurent nombreux (gouvernance et capacité administrative, accès et gestion des fonds d'investissement, défis liés aux marchés publics et aux PPP, environnement d'affaires, compétences...). Comment réconcilier l'approche EFSI (demand-driven sans focus géographique ou sectoriel) et l'impératif de cohésion économique, sociale, territoriale de l'UE ?

## **3. Le financement des projets sur les territoires et transfrontières : obstacles et opportunités**

Il demeure indispensable de parachever l'Union bancaire par une garantie fédérale des dépôts, de défragmenter l'Union des marchés de capitaux pour financer nos entreprises innovantes et PME à forte croissance au travers du continent responsables de l'essentiel des créations nettes d'emplois, et de créer un cadre européen pour déployer l'accès à la finance à ceux qui en sont encore exclus.

Pour investir, les entreprises ont besoin d'un muscle financier qui travaille hors frontières. Si le plan d'investissement pour l'Europe a défini une approche cohérente, il favorise les comportements nationaux au détriment de la convergence. La coopération transfrontière et inter-régionale reste dérisoire. Comment entrer dans une logique apatride, fondée sur une nouvelle complémentarité entre public et privé et articulée sur des initiatives de co-investissement mêlant banques nationales de développement entre elles et avec le système bancaire et financier européen ? Comment établir la complémentarité des rôles pour financer l'investissement en partageant les risques afin de libérer les potentiels de développement ?

## Projet Programme

La conférence sera structurée autour de trois tables-rondes

10h00 : Accueil des participants

10h15 **Introduction**

10h30 **Discours inaugural par Debora Revoltella**, économiste en chef, Banque Européenne d'Investissement

**11h-12h30 Première table-ronde : Conjoncture macroéconomique et Construction d'un nouveau deal européen**

Questions-clés : Avancer sur une stratégie d'investissement portée par l'UEM et l'UE.

Intervenants pressentis :

- **Michel Aglietta**, Conseiller, CEPII et France Stratégie
- Un représentant de Allianz France\*
- **Christian Thimann**, Directeur de la régulation, de la responsabilité d'entreprise et de la prospective, Axa – Président du Groupe à Haut niveau sur la Finance durable Commission européenne
- **Natacha Valla**, Chef de division Politique et Stratégie, BEI
- Un représentant de DIW Berlin\*

Animateur : **Olivier Guersent**, DG FISMA, Commission européenne

12h30 **Allocution : Philippe Herzog**, Président fondateur

*Pause-déjeuner (12h40 – 13h40)*

**13h40-15h25 Deuxième table-ronde : La parole aux acteurs**

Questions-clés : Entrée des régions en politique

Intervenants pressentis :

- **Thierry Déau**, CEO, Méridiam\*
- **Carole Delga**, Présidente de région Occitanie\*
- **Patrik Andersson**, CEO, Région de Göteborg

Animateur : **Marc Lemaître**, Directeur Général chargé de la politique régionale et urbaine, Commission européenne

15h25- 15h40 **Allocution : Gérard de la Martinière, Paris Europlace**  
Rapport d'avancement sur le statut d'investisseur Européen de long-terme

Pause 15h40-16h

16h-17h30 **Troisième table-ronde : Financement des projets sur les territoires et Régulation**

Questions-clés : bilan du Plan Juncker, barrières et opportunités

Session 1 : Financement de Projets

Intervenants pressentis :

- Un représentant de Société Générale Expressbank (Bulgaria)\*
- **Ramona Ocak**, DG ECFIN, Commission européenne (EIPP)
- **David Percheron**, Délégué permanent de la CDC à Bruxelles

Session 2 : Financement de l'économie et régulation : amis ou ennemis ?

- **Stéphane Cossé**, Directeur des Affaires publiques, Covea
- **Dominique Graber**, Directeur des Affaires publiques, BNP Paribas
- **Richard Cordero**, Chief Operating Officer, Association européenne des trésoriers d'entreprise\*

Animateur : **Edouard de Lencquesaing**, President, EIFR

17h30 : **Allocution : Sandro Gozi**, Secrétaire d'Etat aux affaires européennes, Italie

17h50 : **Discours de conclusion par Frans Timmermans**, Premier Vice-Président de la Commission européenne\*

## PARTENAIRES

